

Conseil national 26 avril 2017

Rapport introductif de Patrice Bessac

Il y a, dans l'Histoire, de ces moments tragiques où le destin des peuples se noue en quelques jours... Il y a, dans l'Histoire, de ces moments d'amnésie où quelques hommes et femmes, par le truchement des responsabilités qui leur ont été confiées, décident par leur action ou leur inaction du sort des multitudes...

Ce sont de tels moments que nous vivons ; des moments où se cristallisent les passions, où se confondent et se mêlent dans l'inconscient collectif les sentiments les plus contradictoires, où la raison parfois faiblit, émoussée par la colère, la lassitude et les espoirs déçus...

Il y a 72 heures, le peuple français a fait un choix. Ce choix n'est pas le nôtre. Il nous engage pourtant. Il nous place devant un dilemme, un cas de conscience, dont la résolution - individuelle et collective - décidera de l'avenir de notre pays. Devant ce choix-là, la dérobade ou les calculs politiques ne sont pas de mise. Et ce serait une illusion dangereuse de croire qu'avec une extrême droite au pouvoir ou plus forte, le peuple en serait plus combatif. L'histoire nous transmet des preuves tragiques et permanentes du contraire.

Mes chers camarades, nous sommes, toutes et tous, membres d'un parti presque centenaire, dont l'histoire mouvementée a été forgée au fer et au feu des luttes antifascistes, du combat pour la paix, de la lutte contre le capitalisme et pour l'émancipation du genre humain.

Nous sommes, toutes et tous, membres d'un parti presque centenaire, dont l'histoire se confond avec celles des grandes batailles et des grandes avancées sociales à cheval sur deux siècles à présent.

Nous avons, par nos combats et ceux de nos pères et de nos mères avant nous, inlassablement redessiné et remodelé le monde que d'autres tentaient de nous imposer.

C'est un passé honorable dont nous sommes fiers et que nous - les communistes - n'entendons pas brader ; un passé que nous n'entendons pas sacrifier sur l'autel d'une lecture trop simple pour être profondément honnête des grands mouvements historiques, qui renverrait dos à dos libéralisme et extrême-droite.

Non, Montesquieu et Tocqueville ne sont ni Barrès ni Maurras.

Au premier nous répondrons par les luttes sociales et politiques que nous saurons construire. À la seconde nous opposons dès aujourd'hui un refus catégorique ; un barrage républicain sans faille et sans ambiguïté, instruit par l'expérience et la nécessité.

Car, malgré les digues qui craquent, malgré les « verrous » qui sautent élargissant sans cesse les cercles de la division et de la haine, le fossé qui sépare ces deux courants politiques est celui - fondamental - de l'égalité entre les humains. Pas une égalité sociale mais la reconnaissance d'une humanité commune, d'une somme de caractéristiques qui font de nous des individus égaux par nature et par culture, des citoyens nés et demeurant libres et égaux en droits.

À celles et ceux qui légitimement s'interrogent encore sur le choix qu'ils feront le 7 mai prochain, je les invite à prendre connaissance des articles 5 à 19 de notre Constitution. Ils définissent l'étendue considérable des pouvoirs attribués au Président de la République, chef de l'État et chef des Armées, sans partage.

Dans cette période d'instabilités multiples, où le monde, privé de la relative régulation dont il s'était doté après la Seconde Guerre mondiale, s'enfonce dans les ornières du chaos, des guerres civiles et des escalades armées entre les nations, nous ne serons pas de ceux qui créeront les conditions de la victoire du Front national, de l'extrême droite à l'élection présidentielle.

Ce Front national présidé depuis hier par Jean-François Jalkh, un proche collaborateur de Jean-Marie Le Pen, remarqué lorsqu'il a commémoré à ses côtés, en 1991, la mort de Philippe Pétain en l'église traditionaliste Saint-Nicolas du Chardonnet. Désormais les loups sortent du bois et s'affichent.

L'avenir de la France ne se joue pas sur un coup de dés. Le 7 mai prochain, nous utiliserons - nous instrumentaliserons - le bulletin de vote Emmanuel Macron pour éviter le pire.

La V^e République est une vieille marâtre, acariâtre et sans pitié, et ce n'est pas, hélas, la première fois qu'elle nous impose ce type de choix. Ses règles, ce sont celles que le peuple français, il y a de cela 60 ans, s'est choisi pour lui-même, dans un moment de désarroi et sous la pression des factieux. Les résultats de dimanche ont montré qu'il n'était majoritairement pas prêt encore à s'en donner de nouvelles. Nous en prenons acte.

Alors oui, le 7 mai prochain, nous ferons - comme certains nous le font remarquer - « le jeu du système » en glissant dans l'urne un

bulletin qui n'est pas le nôtre, qui est celui des banques, de la régression sociale et de la mondialisation sans limite ; celui du candidat de l'ubérisation du monde et des individus. Nous le ferons en conscience, par pour le soutenir mais sachant le danger plus grand encore qui menace et prêts à construire avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent les mobilisations indispensables de demain et d'après-demain pour contrer les objectifs affichés des porte-drapeaux du libéralisme...

Ne nous racontons pas d'histoires. Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle sont éloquentes. La victoire du Front national de Marine Le Pen que nous dessinions devant vous en novembre 2014 n'est plus un fantasme ou une hypothèse trop improbable pour être considérée sérieusement. Il n'y a qu'à voir avec quelle indifférence et quelle résignation coupable ces résultats ont été accueillis sur les plateaux de télévision dimanche dernier.

Quinze ans après le 21 avril 2002, l'émotion a cédé la place au fatalisme et au renoncement, porte d'entrée de tous les accommodements.

En agrégeant 21,4 % des votants dimanche, la candidate de l'extrême droite a réuni sur son nom le plus grand nombre de voix jamais obtenu par le Front national depuis sa création il y a 45 ans. 7,6 millions d'électeurs se sont prononcés en sa faveur ; c'est trois millions de plus qu'il y a cinq ans et elle dispose encore de réserves de voix importantes, notamment à droite et chez les abstentionnistes du premier tour.

Toute abstention au deuxième tour dans ce contexte conduirait mécaniquement à renforcer son poids vis-à-vis de son adversaire d'une part, et le poids plus symbolique de son courant d'idées dans notre société d'autre part. Ce n'est pas là le rapport de force que nous – les communistes – voulons installer. Chacun ici le sait.

Les choix de Monsieur Macron ont été validés plus ou moins consciemment par 23,3% des électeurs. Pour battre Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, il en faudra plus, beaucoup plus.

On voit déjà, à partir de la sociologie et de la géographie des votes de premier tour, se dessiner deux France : l'Ouest et les métropoles favorables à Emmanuel Macron, le Nord-Est et le Midi davantage enclins à voter Marine Le Pen qui arrive en tête dans plus de 19 000 communes, essentiellement rurales ou situées à l'écart des centres urbains dynamiques.

Au-delà de cette cartographie sommaire que chacun pourra consulter dans la presse, cette répartition nette de l'électorat met face à face deux réalités sociales de notre pays. Deux réalités sociales que tout oppose et dont il est probable que Marine Le Pen se saisisse comme elle l'a déjà fait, surjouant l'identification et l'incarnation de cette France des invisibles contre celle des élites et de la mondialisation. Jouant la carte de la confusion, drapant ses discours d'un vernis nationaliste et de propos pseudo sociaux, citant honteusement hier notre camarade Georges Marchais et aujourd'hui Jean-Luc Mélenchon. L'extrême droite est prête à tout pour accéder au pouvoir.

Dans ce contexte, si Emmanuel Macron veut rassembler il lui faudra ouvrir grandes ses oreilles. Il faudra qu'il entende et apporte réponse à ceux de Whirpool Amiens que la loi inique de la concurrence libre et non faussée au service du seul profit maximum va jeter à la rue. Il faut qu'il entende toutes celles et tous ceux qui aspirent à plus de justice sociale et à un monde écologique et apaisé. Il faudra qu'il réussisse à parler aux 7 millions de Françaises et de Français qui, à l'issue d'une campagne électorale à nulle autre pareille, ont choisi de porter leurs suffrages sur Jean-Luc Mélenchon. J'y reviendrai.

Sans eux, sans nous, il n'y aura pas de victoire possible pour Monsieur Macron.

L'Humanité le rappelait à juste titre hier dans ses colonnes. La candidature de Jean-Luc Mélenchon a réussi à cristalliser les attentes de nos concitoyens parmi les plus durement frappés par la crise économique et l'austérité - les ouvriers et les jeunes notamment.

Sans signe de la part du candidat Macron à cette France des déclassés et des précaires, des inquiets, cette France qui, malgré ses difficultés, fait le choix du progrès social et de l'égalité, le risque est grand qu'il ne parvienne pas à rassembler de façon suffisamment large pour infliger à l'extrême droite la défaite cinglante que nous appelons de nos vœux.

Il faut qu'Emmanuel Macron sache que la gauche ne se livre pas à lui et qu'elle sera attentive, combattante quant aux questions et aux demandes qu'elle a portées durant cette campagne.

Comme l'a dit Pierre Laurent, le secrétaire national hier, nous l'avons combattu comme ministre, puis comme candidat, dans la rue, à l'Assemblée nationale, dans les urnes. Nous combattons demain tous ses choix antisociaux, favorables à la loi de l'argent et à cette classe sociale à laquelle nous n'appartenons pas.

C'est dans cet esprit que nous mobiliserons pour le 7 mai et que nous serons dans la rue le 1^{er} mai, aux côtés des organisations syndicales.

Mes chers camarades,

Après le 7 mai, chacun le sait, s'ouvre une nouvelle étape dans la vie politique française. La séquence électorale que nous sommes en train de vivre s'inscrira - chacune et chacun en a conscience - comme un moment de basculements ou de ruptures dans l'histoire de notre pays. C'est notamment vrai à gauche de l'échiquier politique et cela pose à notre parti, à nous les communistes, de lourdes questions pour l'avenir commun et pour notre propre avenir.

Nous vivons un moment paradoxal. Ce moment, c'est celui de sentiments mêlés et de passions souvent contradictoires. Le sentiment de vivre une grande et décisive avancée et, dans le même temps, un sentiment d'échec. Celui de n'avoir pu la conduire à son terme, c'est-à-dire à la victoire finale.

Oui, nous avons manqué de peu une occasion historique de refonder sur des bases progressistes et par les urnes une République à laquelle nous sommes viscéralement attachés mais dont les formes et le fonctionnement dépassés n'ont jamais permis la participation, l'expression et l'émancipation du peuple.

Nous avons aussi la satisfaction d'avoir participé à une campagne inédite, par la forme et par le fond, qui a réussi à convaincre et à entraîner des centaines de milliers de nos concitoyens sur des objectifs et un programme de ruptures démocratiques, sociales et écologiques.

Je voudrais saluer les milliers de militantes et de militants du Parti communiste français qui ont rendu cet élan possible et qui ont permis, aux côtés de tous les citoyens engagés dans la campagne de la France insoumise, de rassembler près de 20 % de nos concitoyens sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

Car, amis, camarades, qui, ici, il y a encore six mois, aurait parié sur un tel score ?

Souvenons-nous de novembre dernier, quand avant les primaires de la droite les sondages ne parlaient que du futur et inexorable duel Hollande-Sarkozy. Puis, à l'issue de ces mêmes primaires, François Fillon était quasiment déclaré Président face à un inévitable Manuel

Valls seul vainqueur probable de la primaire dite socialiste. Toutes ces élucubrations ont été balayées par nos compatriotes. Les des politiques régressives conduites globalement depuis quatre décennies, instrumentalisant ces primaires, ils ont sorti massivement les têtes de gondole des deux grands partis dits de gouvernement. Et le président Hollande comprenant la puissance de ce rejet préférerait jeter l'éponge sans avoir combattu.

Ce résultat de dimanche est donc une belle victoire. Certes pas celle que nous avions fini par espérer mais une victoire tout de même. Une victoire qui sonne comme l'expression retrouvée du peuple de France sur une base de transformation radicale progressiste de la société. L'expression aussi d'un vote de classe qui voit les chômeurs, les employés et les ouvriers – chez lesquels la progression est la plus forte – porter leur suffrage dans une proportion inédite sur le candidat soutenu par notre parti.

Dans les villes populaires, à Marseille, Nîmes, Arles, Gonfreville, Martigues, Trappes, Grigny ou Créteil, la dynamique est incontestable. En Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne, elle redonne à cette « ceinture rouge » dont nous sommes fiers une coloration qu'elle n'avait plus connue depuis longtemps.

Sur tous les territoires où nous menons déjà la lutte et où nous mettons déjà en œuvre des politiques alternatives – je pense aux 620 communes dirigées par les maires de l'Association nationale des élus communistes et républicains – le candidat Mélenchon arrive largement en tête.

Cette victoire est donc bien l'expression d'un vote politique, conscient, un vote d'appartenances et d'exigences sociales ; le fruit d'une belle, d'une très belle campagne et également de ce travail de terrain de longue haleine que le Parti communiste français, ses militants et ses élus n'ont jamais cessé de mener. Ce travail a permis à ce mouvement de trouver des bases solides.

Mais ce légitime constat a des limites que nous ne pouvons pas ignorer et que nous devons considérer avec la plus grande des lucidités, sans concession. Il en va de l'avenir de notre parti.

Cet examen de conscience indispensable, individuel et collectif, je vous propose qu'il commence pour notre part dès le lendemain du second tour de l'élection législative et que nous en posions, aujourd'hui, les termes essentiels.

Ceux-ci se cristallisent à travers deux paradoxes :

Le premier réside dans le constat que nous pouvons tous, je crois, partager d'une faiblesse inappropriée du Parti communiste français

sur la scène nationale au moment même où le débat public se repolarise autour des idées de combat et dans un temps où s'établissent de nouveaux rapports de force.

Le second paradoxe réside dans le fait que ces résultats - si excellents soient-ils - n'ont pas permis à la gauche pourtant potentiellement en tête de ce premier tour de se qualifier pour le second. Ils doivent par conséquent être analysés pour ce qu'ils sont : une défaite électorale. Une défaite qui puise en partie ses causes dans la division et qui n'a pas permis à la gauche de transformations à laquelle nous appartenons, de passer, au plan national, du statut tribunitien à celui de l'exercice des responsabilités et de la pratique du pouvoir.

L'urgence est là. Dans un mois et demi, il sera de la responsabilité du Parti tout entier de comprendre les mouvements profonds actuels et les expressions politiques inédites qui en surgissent pour prendre les décisions qui s'imposent.

Nous le devons aux militantes et aux militants, élu-e-s ou non, qui consacrent leur énergie et bien souvent une partie de leur vie à ce parti qui est d'abord le leur et qui, depuis des décennies, assure auprès du peuple de France, la permanence de toutes ses luttes..

Nous devons les assurer de notre détermination quant au rôle que doit jouer le Parti communiste français sur cette scène politique en pleine ébullition où toute la gauche s'interroge et se cherche un nouvel avenir.

Sans doute le temps est-il aujourd'hui à l'action car une bataille nouvelle - celle des législatives - s'engage et elle va nous demander à toutes et à tous une mobilisation et un engagement total.

Le temps du débat lucide et sans concession viendra demain. Aucune organisation humaine ne peut proposer et construire un avenir durable sans se regarder dans la glace. Se dire la vérité pour comprendre est la fondation indispensable pour le renouveau.

Ce temps viendra vite. Et aujourd'hui, l'heure est au combat, à l'unité du Parti dans ce combat pour les élections législatives. Le combat maintenant, le combat présent, voilà ce qui me préoccupe, voilà ce qui nous préoccupe.

Chacun le sait, le Parti socialiste ressort exsangue et divisé de cette séquence. La plus difficile électoralement depuis 1969. C'est, pour lui, pour celles et ceux qui l'ont menée - et la France avec lui - dans cette impasse, une sanction démocratique sans appel..

C'est, bien évidemment le résultat du temps long et la conséquence logique - et sans doute salutaire - des cinq années de renoncements et de trahisons que nous venons de traverser. Cinq années entamées sous des auspices pourtant favorables, alors que le PS disposait de la majorité aux deux Chambres et exerçait la direction de la majorité des régions et des grandes villes.

C'est également le résultat d'une synthèse politique impossible que la primaire de la belle alliance populaire a définitivement enterrée ;

Le temps de la clarification est venu pour la gauche dans son ensemble. Cette clarification ne pourra pas faire l'économie de recompositions. Que donneront-elles ? Bien présomptueux celui qui pourrait dire avec certitude ce qu'il adviendra dans des lendemains où tout semble possible.

Ce qui est certain, c'est que des perspectives nouvelles à gauche ont émergé de cette campagne présidentielle.

Aujourd'hui, ces perspectives ne sont pas encore constituées et structurées en force politique. Elles restent un cri de ralliement - autour d'une personnalité forte - poussé par une France qui refuse d'abdiquer et de renoncer à son identité politique et sociale..

La séquence des législatives va, en fonction de nos choix, de notre capacité de construire avec nos partenaires de toute la gauche, du NPA à la France insoumise en passant par les socialistes progressistes, les écologistes, Ensemble ! ou citoyens apartidaires, et nous-mêmes membres du Front de gauche... des rassemblements qui nous permettent d'envoyer à l'Assemblée nationale un grand nombre de femmes et d'hommes engagé-e-s. Un nombre tel de députés pour défendre le monde du travail et les exclus qu'il puisse peser de façon décisive sur les choix futurs de cette assemblée qui sera inexorablement en quête de majorité et construire des perspectives nouvelles pour notre pays.

Pierre Laurent le rappelait utilement hier : dans 212 circonscriptions, si elles étaient rassemblées, la totalité des voix de gauche et écologistes qui se sont portées le 23 avril sur les candidatures de Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon et des candidats d'extrême gauche, arriveraient en tête devant la droite, En marche et l'extrême droite.

Cher-e-s camarades, cette élection législative est inédite et décisive. Elle ne sera pas la suite automatique et routinière de l'élection présidentielle à laquelle nous étions habitués et confrontés. Elle est une opportunité historique que nous ne pouvons

pas laisser passer. Nous devons par tous les moyens qui sont les nôtres faire partager cette vision, ce constat à toutes celles et tous qui ne s'avouent pas vaincu-e-s, à toutes celles et tous ceux qui veulent transformer l'essai remarquable de dimanche dernier.

L'heure n'est pas au repli. L'heure est à l'audace retrouvée.

La gauche a montré que divisée elle ouvrait larges les portes du pouvoir à la droite, à l'extrême droite et aux adorateurs du libéralisme. Tirons en la leçon.

Nous avons, aujourd'hui, les moyens de porter à l'Assemblée nationale une force nouvelle formée de ce que la gauche compte de meilleur et s'appuyant sur une plate-forme commune, sociale, écologiste et démocratique.

Toutes les forces qui composent la gauche de changement doivent dépasser leurs intérêts propres, balayer l'esprit de clan et faire fi de leur rancœur. Elles peuvent et doivent s'unir en proposant au peuple, dès le premier tour de ces élections législatives, un pacte pour une majorité de combat et de progrès.

C'est un contrat d'assurance, un pacte de reconquête. L'assurance pour le peuple, pour les 7 millions de Françaises et de Français qui, le 23 avril, ont fait le choix de la rupture démocratique, écologique et sociale, d'être défendus et protégés.

C'est un contrat sans autre engagement que celui du combat, de la lutte et du respect du mandat politique confié par nos concitoyens.

Le partage, la solidarité, le bien-être commun et la préservation de notre terre-mère pour les générations futures : voilà ce que la plus large majorité de nos concitoyens espèrent et peuvent soutenir demain et porter en juin dans les urnes et à l'Assemblée nationale.

Cher-e-s camarades, je vous propose à nouveau que le Parti communiste mette toute son énergie à donner au peuple de France et en particulier au monde du travail les moyens d'y parvenir après avoir barré la route au pire le 7 mai prochain, dans l'intérêt de la France et du peuple français, pour la cohésion nationale, pour la dignité de notre pays, pour son rayonnement dans le monde.

Je vous remercie de votre attention.

Conseil national du PCF - 26 avril 2017

Résumé de la discussion

Alain Pagano - Maine-et-Loire

Gauche à un niveau historiquement faible. Dans ce contexte morose, le score de la gauche d'alternative est historiquement haut. Porteur d'espoir... à la condition d'un rassemblement PCF, FI, EELV et Hamonistes. Sinon l'éparpillement donnera un nombre de députés très faible à gauche. Le rassemblement c'est la condition pour transformer en député-e-s les 212 circonscriptions gagnables. Dans la circonscription où je suis candidat, des prémices d'un rassemblement semblent se mettre en place.

Vincent Bouget - Gard

Il faudra faire en détail l'analyse des résultats du 1^{er} tour, mais ne minimisons surtout pas le résultat de JLM. Il montre que la gauche peut se retrouver sur des contenus de rupture. Il montre aussi que nous avons bien fait de choisir ce candidat qui incarnait de fait notre courant. Il y aura aussi des enseignements à tirer sur la forme de la campagne et les nouvelles pratiques politiques. Pour le deuxième tour, il n'y a pas d'hésitations à avoir et nous devons mesurer les risques de banalisation du FN. Pour les législatives nous devons en appeler à la responsabilité des forces qui ont soutenu JLM pour ne pas décevoir par les divisions. Ce sont nos partenaires privilégiés à qui nous devons faire une offre concrète. Si nous devons, et cela peut s'entendre, aller au-delà, veillons à garder une lisibilité politique.

Marie-Françoise Michenaud - Vendée

Après ce 1^{er} tour, nous voulons faire partager notre satisfaction, en même temps que l'urgence de contrer les dangers et pointer les possibilités dans la situation. Nous avons été témoins et acteurs de la montée de l'espoir dans la population sur le projet porté avec JLM. Notre présence offensive du PCF/FG sur les sujets de première importance a été appréciée (écologie, santé, salaires, emploi, services publics). Pour le 2^e tour, en accord avec la position du Parti, il faut barrer la route de l'Elysée à Le Pen. Et en même temps, être plus affirmatifs sur notre volonté de mettre en échec le projet Macron. Pour les législatives, beaucoup de nos camarades disent la nécessité d'y aller rassemblés. Nous venons de lancer un appel à la gauche de progrès démocratique, social et écologique, et en premier à la France insoumise, en Vendée.

Bora Yilmaz - Meurthe-et-Moselle

Malgré le bon résultat de JLM : situation d'une extrême gravité. Sur le vote du 7 mai : le débat qui traverse la gauche est compréhensible mais révèle aussi une dépolitisation de l'électorat de gauche, dont une partie assume de ne pas faire la différence entre un candidat bourgeois libéral et une candidate fasciste. JLM fait une erreur dimanche, il faut le dire. Tirer le bilan de la bataille menée pour le rassemblement : un échec. Pourtant le résultat de dimanche, avec l'élimination de la gauche, valide ce que nous disons depuis 1 an. Il faut le dire aussi. Les 7 millions d'électeurs de JLM sont divers : bonne campagne numérique de FI qui a touché de nouveaux électeurs, mobilisation des communistes, très bons scores sur les terres d'implantation PCF, effet différé du mouvement Loi travail, mais surtout des circonstances politiques exceptionnelles qui conduisent à l'effondrement de Hamon. Donc pas une adhésion massive au dédagisme, mais une cristallisation du « besoin de gauche ». Personne ne capitalisera seul ce résultat, sans volonté et dynamique effective de rassemblement. Il faut le dire avec force.

Jean-Marc Durand – Drôme

L'analyse du 1^{er} tour de la présidentielle ne peut pas être faite à la seule aune du résultat de JLM pour remarquable qu'il soit. On ne peut en effet ignorer le fait que malgré une vraie mobilisation, le vote des quartiers populaires est encore entaché d'un fort taux d'abstention, que la gauche ressort globalement très affaiblie (28 %) et que nous nous retrouvons avec un second tour Macron/Le Pen, alors que nous aurions pu avec une gauche rassemblée être présents au 2^e tour. Pour l'heure l'appel du Parti à faire barrage à Le Pen est juste et utile pour donner sens à notre politique et pour asseoir nos candidatures aux législatives. Des candidatures à construire en portant notre projet de large rassemblement à gauche avec toutes les forces qui aspirent à un réel changement à partir de contenus identificateurs s'attaquant à la finance et proposant l'alternative.

Marie-Christine Burricand – Rhône

Dans la 14^e circonscription du Rhône, Jean-Luc Mélenchon arrive en tête. La jeunesse, les habitants des quartiers populaires se sont mobilisés pour déjouer le piège de la présidentielle, exprimer leurs aspirations au changement. Nous pouvons regagner cette circonscription. Mais nous sommes très inquiets du résultat national, Le Pen//Macron, le piège s'est refermé malgré la mobilisation citoyenne autour du vote Mélenchon. La gauche est à son étage le plus bas, l'abstention a monté. Les communistes, les électeurs sont conscients du danger que représenterait une nouvelle poussée du FN. Pas une voix pour Marine Le Pen ! Mais il y a un vrai débat chez les électeurs comme chez les communistes. Beaucoup sont dégoûtés de se retrouver dans une telle situation, identifiant Macron comme le candidat des banques et des patrons. Il faut aller plus loin contre le FN. Il nous appartient de tirer les leçons de cette séquence. Renvoyer le rassemblement aux accords de sommet en refusant de nous mettre en situation de l'incarner, surfer sur le feuilleton politique sans détermination réelle à porter un projet communiste. Tout cela est mortifère.

Camille Lainé – Seine-Saint-Denis

Saluer le score et la dynamique pour JLM au premier tour. 30 % des jeunes ont voté pour lui. Vrai espoir à gauche et espoir de changer la société. Ne pas laisser ces gens dans la nature et le désespoir suite au 1^{er} tour. Dire que la mobilisation n'est pas finie. La situation est grave : M. Le Pen 21,3 %. Combattre la banalisation et lui faire barrage. Mais faire de la politique. Appeler au barrage mais dire que l'opposition au FN c'est pas Macron c'est nous. Aller dans la rue, être sur le terrain contre le fascisme. Faire parler les camarades qui sont dans des villes FN pour expliquer le danger.

Hülliya Turan – Bas-Rhin

Trois premiers du 1^{er} tour ont un dénominateur commun : clivage système anti-système. Comment repositionner le clivage sur un clivage de classe. Se donner comme objectif de politiser les propositions portées par JLM. Sur le second tour, faire barrage en faisant de ce 2^e tour un référendum contre le Front national. Donner des gestes forts à l'égard de la France insoumise pour des candidatures de rassemblement pour les législatives bien que la stratégie de FI et la nôtre pour cette échéance électorale n'est pas la même. Et poussons les contradictions avec ce mouvement, dans le débat, pour trouver dans les circonscriptions les conditions nécessaires pour battre la droite aux législatives et avoir un groupe de députés communistes à l'Assemblée.

Laurence Cohen – Val-de-Marne

Paysage politique bouleversé. Marine Le Pen n'est pas encore battue. Beaucoup de femmes et d'hommes de gauche veulent s'abstenir y compris chez les communistes. C'est grave. Soyons plus offensifs : au second tour, on bat le FN, et aux législatives, comme dans la rue, on bat Macron. Attention au piège de la V^e République : obligation de conclure des accords pour gagner sur la droite aux législatives. Donc, il faut privilégier un accord avec FI et le rendre public tout en restant rassembleur (cf.

déclaration du CEN ou conférence de presse de Pierre Laurent). Résultats de Mélenchon, auxquels nous avons largement contribué, sont des points d'appui positifs, qui rouvrent le champ des possibles.

Gisèle Malaval – Aube

Dans le département de l'Aube où le score de JLM est le plus faible de France, l'absence de prise de position de JLM vis-à-vis du FN est extrêmement pernicieuse : le FN est à 30 % dans l'Aube et peut prétendre à avoir 3 députés. Le rassemblement de la gauche pourrait la faire accéder à une quadrangulaire mais le comportement strictement partidaire de la FI ne le permettra sans doute pas. Sans attendre un éventuel accord national, le PCF doit se lancer dans sa campagne des législatives contre Macron et contre le FN, avec ses propositions qui vont bien plus loin que les propositions sociales-démocrates de la FI. Nous ne devons plus nous laisser enfermer dans le rôle de force d'appoint.

Nicolas Garcia – Pyrénées-Orientales

JLM arrive en tête des forces démocratiques - y compris sur Perpignan il faut remonter à très loin. Le vote des jeunes et des quartiers populaires a joué. Le PCF n'y est pas pour rien (plus de 100 000 tracts, 1 000 affiches, bureaux de vote...). Notre place est reconnue par l'électorat de JLM grâce à notre engagement militant sans faille et à notre ancrage local. Fiers de notre position pour le deuxième tour, nous sommes l'honneur de la gauche radicale, le danger fasciste est réel et je suis horrifié par ce que je lis et j'entends sur "blanc bonnet-bonnet blanc". Si nous nous entendons avec FI (sur la base de nos propositions, deux circonscriptions pour chacun) nous pouvons gagner des députés dans les PO. Faisons tout pour avoir des candidatures communes, sinon nous perdrons même avec des bons scores. Dans beaucoup de circonscriptions aussi des PO, pour des raisons historiques et dans beaucoup de circonscriptions, le vote utile sera le vote communiste.

Annie David – Isère

En Isère, JLM arrive en 3^e position avec une progression forte, notamment dans nos villes de l'agglomération. Dans nos villes un peu plus rurales, le résultat est différent et le score du FN est au plus haut, avec néanmoins une forte progression de Mélenchon. Ceci est dû au très bel investissement de toutes et tous nos camarades, bien implantés dans les territoires. Notre position pour le second tour est claire et je la partage. Il faut cependant accepter que des camarades aient des doutes. Les enjeux du second tour sont aussi dans la campagne des législatives qu'il faut continuer d'intensifier, sans attendre un hypothétique accord. Dans notre département, il faut viser la seconde mais je crois qu'on peut être plus ambitieux.

Adrien Tiberti – Paris

1) Nous sommes une organisation politique et nous avons une responsabilité à parler clairement pour battre l'extrême droite le 7 mai. 2) Nous n'avons pas atteint nos objectifs de la présidentielle : le FN est très haut ; si la droite est battue c'est un candidat du capital qui va être élu ; la gauche est éliminée. 3) Le score de JLM est positif car il est très haut et perce un certain plafond de verre. Mais il y a des points négatifs car il structure son électorat sur le populisme de gauche que Le Pen reprend facilement. 4) Il faut un accord peut-être même douloureux avec la FI en ayant en tête non seulement nos vieux bastions mais aussi la nécessité de rajeunir et féminiser le groupe, de faire élire des dirigeants communistes, de véritables porte-parole.

Hélène Bidard – Paris

Il faut se rappeler le contexte dans lequel se tiennent ces élections : état d'urgence et attentat quelques jours avant avec pour but de déstabiliser la République et la démocratie. Mais les Français y répondent par un taux de participation très élevé et à

Paris, alors qu'on est physiquement, directement concerné, le taux du FN est en dessous de 5 %. Pour autant on est conscients que la peur a un impact en France et que le FN peut émerger comme Trump. Pour le reste, il faudra prendre du recul sur l'analyse de ce 1^{er} tour : fin du bipartisme, disparition du PS et LR du second tour, sur la forme EELV et PCF ont disparu des écrans TV et au contraire émergence de mouvements comme FI, En Marche ou encore bleu Marine... Les séquences sont à analyser depuis 2005. Tout change sur la forme, le risque est que rien ne change sur le fond.

Jean-Marc Durand - Drôme

S'agissant des élections législatives et de la manière de prendre la question du rassemblement, attention à ce qui peut se passer. Car si on peut conclure des accords spécifiques avec la FI sur un certain nombre de circonscriptions, il faut bien être conscients que cela ne règlera pas la question du rapport de force que veut instaurer la FI pour elle pour nous faire accepter des retraits et ainsi s'installer durablement sur des territoires. Donc notre meilleur moyen de porter la question du rassemblement, c'est de le concevoir le plus large possible et pour l'heure de continuer à être en campagne et à porter nos candidates et candidats partout.

Fabienne Haloui - Vaucluse

Je suis favorable à un accord national qui englobe toutes les circonscriptions. Nous devons porter des propositions gagnant-gagnant. Si nous devons échouer sur l'accord national il nous faut un accord qui englobe les circonscriptions où le FN est haut. On ne peut pas appeler à battre le FN et ne pas avoir à minima un accord FI-PCF dans les circonscriptions où l'extrême droite est élevée, les électeurs ne le comprendraient pas.

André Chassaigne - Puy-de-Dôme

Le grand vainqueur du 1^{er} tour de la présidentielle est le courant social-libéral qui a atteint son objectif : étouffer toute perspective de reconstruire une gauche de combat et de transformation sociale et écologiste ; mettre en œuvre une recomposition politique que personnalise Macron au service de la dérive libérale. Aujourd'hui, la question centrale est de savoir si le résultat obtenu par JLM permettra de construire un rassemblement pour créer un rapport de force politique avec de nombreux députés de la gauche antilibérale, en lien avec un mouvement social combatif pour mener une lutte sans merci contre la finance. Un tel rassemblement s'impose pour répondre à l'aspiration populaire à plus de justice sociale.

Joël Gallais - Morbihan

1) En Bretagne fort vote Macron (effet Le Drian relayé par les maires socialistes) ; reconquête vote de gauche de transformation dans les villes à influence communiste; ancrage vote FN dans la Bretagne rurale - industrie agroalimentaire. 2) Notre appel pour le second tour moins bien compris par les adhérents plus jeunes : ils n'ont pas la même histoire et sous-estiment le danger FN. 3) Inclure les députés frondeurs, qui s'engagent à siéger avec nous, dans les circonscriptions gagnables.

Denis Durand - Paris

D'accord pour une offre de rassemblement à toutes les forces disponibles pour combattre efficacement, demain, au Parlement, mais en cohérence avec notre campagne législative. Pas en marchandant des circonscriptions mais avec des critères politiques. En cas d'échec comme de succès, ne pas se dérober à la confrontation idéologique avec Mélenchon. Sa désertion du vote contre Le Pen a des racines profondes, ce qu'il a lui-même baptisé un populisme de gauche.

Le Pen tient des discours exaltés contre la finance : elle n'est pas la première. Combattre cette démagogie, ce n'est pas tenir le même genre de discours, c'est opposer une alternative à la dictature des marchés financiers, à travers l'utilisation de l'argent des entreprises (les 300 milliards de profits), des banques (les 2 700 milliards de crédit des

banques françaises, les 4 000 milliards de la BCE) et de l'argent public. En partant des luttes concrètes pour l'emploi, les salaires, la protection de l'environnement, les services publics.

Pierre Miquel – Puy-de-Dôme

Première priorité : valoriser ce qui s'est produit autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Dans le même temps prenons la mesure de la réalité de ce premier tour et faisons-la partager à nos camarades : une France fragmentée où se renforce l'opposition urbains/ruraux avec une traduction géographique saisissante et un score historiquement faible de la gauche. Notons la puissance de manipulation des esprits à travers la machine médiatique et le harcèlement des sondages. Investir de manière inédite les manifs du 1^{er} Mai constitue un enjeu vital au regard de l'état des consciences de nombreux syndicalistes qui banalisent dangereusement la menace de l'extrême droite.

Christian Picquet – Haute-Garonne

Quatre remarques. Pas de débat entre nous sur l'élan historique dont a bénéficié la candidature Mélenchon. Attention, toutefois. Nous entrons dans une crise politique et institutionnelle avec une gauche en ruines. Son éparpillement peut la voir éliminée du second tour des législatives sur beaucoup de circonscriptions. De ce point de vue, si JLM a commis une grave faute en ne prenant pas position contre ce qui est une menace mortelle pour la République et le mouvement ouvrier, cela doit maintenant nous interroger sur la vision des enjeux autour de laquelle il veut construire la France insoumise. Le Parti doit réoccuper sans tarder le terrain, sur une ligne de rassemblement et en apparaissant comme LA force structurante du combat pour la résistance et la reconstruction unitaire de la gauche. Autour d'une perspective de rupture et d'une ambition majoritaire pour gouverner demain. Et cela pose la question particulière des circonscriptions que le FN peut gagner. Sur le rapport à la FI pour les législatives, ni immobilisme, ni négociation aboutissant à renoncer à des circonscriptions que nous pouvons légitimement représenter. Comme en 2012, dans le cadre du FG, nous devons formuler une offre politique publique sur trois critères : qu'un accord se conclue entre forces politiques agissant à égalité de droits et de devoir, non sous la tutelle de la FI ; que le choix découle de la comparaison des implantations des uns et des autres ; que les décisions prennent en compte la qualité des personnalités pouvant réaliser les meilleurs scores ou conquérir des circonscriptions. La défense de ces critères doit se faire devant le peuple. Et c'est Mélenchon qui devra alors accepter ou refuser une démarche responsable.

Alain Guilbert – Corrèze

Résultat 1^{er} tour présidentielle : refus des politiques austéritaires plus qu'une adhésion à JLM. Les communistes très investis les dernières semaines autour de nos candidats aux législatives. Voir résultat J. Mouzat 38 % dans le village où il est maire. Accord total avec la position prise par P. Laurent dimanche soir. Je me félicite de la position prise à ce sujet par la CGT. Sur la suite, nous allons dès demain prendre une initiative publique pour proposer aux forces de gauche anti-austéritaire un rassemblement pour les élections législatives.

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Analyse du scrutin : Mélenchon + Hamon : 27 % en janvier 2017 (sondage), 26,5 % en avril 2017 (résultat). JLM a siphonné Benoît Hamon. Le vote utile à gauche a fonctionné à plein. En Seine-et-Marne, le score de JLM est le plus haut là où le PCF a les meilleurs scores (31 % à Mitry-Mory, 32 % à Varennes). Le PS ne peut se passer du PCF. A Meaux et Montsoult Fault Yonne : 30 % avec très peu de militants « FI ». L'action militante du PCF a payé. Les différences entre les 2 programmes FI et PCF ne sont pas anecdotiques : financement de la Sécurité sociale, droits nouveaux des salariés, SEF,

énergie nucléaire, Europe. Dans les discussions entre organisations politiques de la gauche de transformation sociale sur les législatives, ne faudrait-il pas inclure des points de programme ? Dernier point : la commission nationale santé doit se réunir prochainement. Nous pouvons la mettre à contribution pour rattraper notre retard sur le dossier du compteur EDF « Lineky ».

Frédéric Genevée - Val-de-Marne

Un haut résultat à apprécier ; politisation de jeunes notamment sur des bases de transformation sociale. Le débat qui nous divise sur la manière de mobiliser l'électorat populaire et qui votait socialiste. Soit en discutant avec les représentants socialistes vus comme leur porte-parole ou porter une parole de colère sociale et de ruptures. Le résultat a commencé à trancher le débat. D'accord pour « battre Le Pen le 7 mai et combattre Macron dès le 8 mai », mais attention : pas d'injonction, le débat peut être compliqué avec les gens comme en atteste la déclaration de la CGT. Sur les législatives, content de voir que nous parlons maintenant d'accord national. Si la situation est grave, il faut proposer un accord 50/50 sinon nous allons apparaître comme voulant seulement défendre notre appareil et nos finances.

Frédéric Boccara - Hauts-de-Seine

La situation est dure, avec Le Pen et Macron au second tour, le social libéralisme est en train de réussir sa conversion des cadres moyens au néo-libéralisme. Il y a un vrai risque FN. La gauche est en-dessous de 30 %. En même temps, un potentiel existe à partir du vote qui s'est porté sur Mélenchon. Les gens ont exprimé leur colère et la recherche de solutions nouvelles. Mais c'est un brouillage des solutions qui est en cours. L'absence d'un candidat PCF a contribué à cela. Nous en discuterons. Le vote Mélenchon, dans « nos » villes est l'expression de l'enracinement communiste, ailleurs il est l'expression d'une réaction de l'ex électorat socialiste. Il est divers : nous devons le politiser. Il n'appartient à personne. La recomposition à gauche est à faire. Législatives : il nous faut un slogan, portant la colère, indiquant l'adversaire (la finance) et la volonté de changement. Sur l'unité et la France insoumise, mais aussi toute la gauche. Nous devons faire une offre politique avec des critères, pas de marchandage de circonscriptions, sur la base de faire gagner la vraie gauche dans une majorité de circonscriptions. Mais nous devons oser prendre vraiment l'option de maintenir nos candidats s'il le faut et ne pas perdre notre temps. Lâcher maintenant mettrait en cause les échéances suivantes, voire nos débats à venir sur le PCF !

Yann Pirolli - Val-de-Marne

Au lendemain du 23 avril, il devient possible de porter à l'Assemblée nationale un grand nombre d'hommes et de femmes porteurs de nos valeurs que nous avons défendu dans la campagne de l'élection présidentielle autour de notre candidat. Nous allons avoir besoin de députés comme points d'appui pour les luttes d'une politique alternative pour de vrais changements auxquels aspirent des millions de femmes et d'hommes. L'ensemble des forces qui ont soutenu JAM lors de l'élection présidentielle doivent parvenir à un accord qui permette de nous présenter unis derrière des candidats communs.

Remerciements pour leur aide précieuse à Jacqueline Lamothe, Myriam Massou, Marianne Parmigiani, Monique Renault.

Déclaration du Conseil national du PCF – 26 avril 2017

Le score de près de 20 % de notre candidat, Jean-Luc Mélenchon, constitue un événement inédit, une forte espérance et un point d'appui dans le combat pour la transformation sociale et écologiste.

Nous saluons tous les militant-e-s communistes, du Front de gauche, de la France insoumise, les élu-e-s communistes et Front de gauche, les citoyen-ne-s qui se sont investi-e-s dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon. Ce résultat est le leur.

Dans les villes à direction communiste-Front de Gauche, le score de Jean-Luc Mélenchon est supérieur à 30 %.

À 600 000 voix près, la gauche est éliminée au soir du 1^{er} tour, la candidate de l'extrême droite, Marine Le Pen, est qualifiée pour le second tour, 15 ans après le sinistre 21 avril 2002. Face à elle, Emmanuel Macron, candidat du camp libéral : cette situation est lourde de dangers pour la démocratie et de nouvelles régressions pour notre peuple !

Le Parti communiste français prend ses responsabilités devant le risque d'élection de Marine Le Pen et appelle sans ambiguïté à la battre le 7 mai, en utilisant le seul bulletin qui lui sera malheureusement opposé. Les communistes ont toujours combattu le Front national, ils et elles refusent de participer à sa banalisation. Ils et elles ont mené, ces dernières semaines, une campagne active et déterminée, pour mettre au jour, à travers le livre « FN l'imposture. Droite le danger », les mensonges du FN, sa volonté d'utiliser les souffrances sociales pour diviser les Français-e-s, mener le pays sur le chemin de la haine, du racisme et de la xénophobie, faire reculer les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité.

L'imposture sociale et politique de Marine Le Pen, dans les tout premiers jours de la campagne du deuxième tour prend une ampleur plus grande encore : elle prétend s'appuyer sur le rejet légitime, dans l'électorat de gauche, dans l'électorat populaire, de ce qu'incarnent Emmanuel Macron et son projet, pour détourner l'aspiration à plus de justice sociale vers son objectif fondamental : instaurer plus de division pour mieux préserver les intérêts de la finance.

Elle prétend s'appuyer sur l'aspiration à la souveraineté populaire et une Europe dégagée de l'austérité pour la détourner et imposer, avec ses alliés européens d'extrême droite et néo-nazis, une Europe de la concurrence entre nationalismes, basée sur la haine des peuples, tournant le dos aux coopérations, aux valeurs de solidarité et de paix.

Nous ne prendrons jamais le risque de laisser entre les mains de l'extrême droite la gestion du pays et du pouvoir d'État, les libertés publiques, la sécurité de notre territoire et celle du monde.

Notre démarche n'est en aucun cas un soutien à la politique d'Emmanuel Macron : nous l'avons combattu comme ministre, puis comme candidat, dans la rue, au Parlement. Son projet aggravera les politiques néo-libérales.

Nous empêcherons Emmanuel Macron de faire du vote du second tour une adhésion à son programme. Toutes les électrices et électeurs de la gauche de transformation sociale et écologiste doivent pouvoir utiliser le bulletin à son nom dans le seul but qu'ils se fixent : barrer la route à Marine Le Pen.

Vouloir donner à ce geste une autre signification, ne pas respecter ces femmes et ces hommes, ne peut que favoriser Marine Le Pen.

Nous combattons la mise en œuvre du projet d'Emmanuel Macron, ses choix anti sociaux, sa volonté d'une recomposition libérale profonde de notre société.

C'est dans cet esprit que nous serons dans la rue le 1^{er} mai, aux côtés des organisations syndicales et à partir du 8 mai dans toutes les mobilisations contre Macron, et en l'empêchant d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale.

Les communistes sont totalement mobilisé-e-s pour les élections législatives depuis plusieurs mois, pour combattre l'extrême droite, la droite et les politiques libérales de Macron, ses ami-e-s, ses soutiens.

Il faut donc construire dès maintenant le maximum de victoires législatives les 11 et 18 juin prochains pour les forces de gauche de transformation sociale et écologique.

C'est possible si chacune de ces forces convergent pour construire une représentation nationale à la hauteur du vote et des attentes de rassemblement exprimés par les électeurs et électrices de gauche.

Uni-e-s, nous pourrions obtenir des dizaines de député-e-s pour former une force combative, porteuse de la colère populaire à l'Assemblée nationale, pour mener une lutte sans merci contre la finance, pour l'égalité réelle, et pour l'Humain d'abord.

Divisé-e-s, nous risquons à l'inverse l'élection de député-e-s porteurs-euses des choix d'Emmanuel Macron, de droite ou d'extrême droite.

Le Parti communiste va continuer à faire des propositions en vue d'une entente électorale.